2 VI 1958

ML. (1) L. 6205/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 avril 1958, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "sur la protection des animaux", a donné le 11 avril 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e april 1958 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de dierenbescherming", heeft de 11e april 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet d'organiser à nouveau la protection des animaux.

Il abroge et remplace la loi du 22 mars 1929 qui règle actuellement cette matière. Il en étend le champ d'application et aggrave le taux des peines prévues en cas d'infraction. En outre, il dispose que le délit existe dès qu'il y a commencement d'exécution.

Eu égard au très bref délai dont il a disposé pour l'examen du projet, le Conseil d'Etat n'a pu se livrer à un examen approfondi de celui-ci et doit se borner aux observations qui sont formulées lors de l'examen des articles ou qui résultent implicitement des modifications de texte proposées.

Article 1er.

Cette disposition érige en faits punissables de peines correctionnelles les "actes de cruauté ou de mauvais traitements qui ont pour résultat de faire périr inutilement (l'animal) ou de lui causer inutilement une mutilation, une lésion ou des souffrances".

Selon la loi du 22 mars 1929, les actes commis à l'égard d'un animal sont punissables dans les deux cas suivants :

.../...

1° s'il y a cruauté;

2° s'il y a mauvais traitements excessifs. (1) (2)

Le projet concerne ces deux critères, sauf qu'il ne requiert plus le caractère excessif lorsqu'il s'agit de mauvais traitements. Il subordonne toutefois l'infraction à l'inutilité de l'acte; celui-ci ne sera punissable que s'il est inutile.

L'utilité s'appréciera, soit dans le chef de l'homme(cas de légitime défense), soit dans le chef de l'animal, soit dans le chef des deux. L'exposé des motifs énumère quelques cas d'opérations couramment pratiquées dans un but d'utilité ou de sécurité, par exemple, la castration, l'ablation des ergots, la résection des oreilles, l'écornage, la caudectomie.

.../...

---

(1) La loi du 22 mars 1929 dispose en son article 1er, 1° : "Sont punis... : 1° celui qui se rend coupable d'actes de cruauté ou de mauvais traitements excessifs envers un animal". Le terme "excessifs" vise les mots "mauvais traitements" et non les mots "actes de cruauté",comme pourrait le faire croire l'exposé des motifs du projet. Cela résulte notamment du texte néerlandais qui dit : "... aan daden van wreedheid of aan buitensporige mishandelingen".

(2) Le projet porte le maximum de la peine qui peut être infligée de un mois à six mois et de 1.000 francs à 5.000 francs. Le minimum reste, comme dans la loi de 1929, de huit jours et de 26 francs d'amende.

L'élément d'utilité n'est d'ailleurs pas neuf dans la matière. Il en est tenu compte déjà actuellement dans l'application de la loi de 1929(Constant, Manuel Droit pénal, T. II, n° 1294).

Aux termes du deuxième alinéa de l'article 1er, le délit de cruauté ou de mauvais traitements envers un animal "existe dès qu'il y a commencement d'exécution".

Sans doute entend-t-on dire par là que le commencement d'exécution du délit est puni comme le délit consommé.

Ce régime,s'il n'est pas sans précédent, est plus sévère que celui du droit commun, lorsque la tentative d'un délit constitue elle aussi une infraction.

Le projet non seulement établit l'identité des peines applicables au délit et à la tentative du délit,mais il renonce à exiger, du moins expressément, de l'auteur du commencement d'exécution de l'infraction prévue à l'article 1er, alinéa 1er, la résolution de commettre l'infraction, élément essentiel de la tentative punissable en droit pénal ordinaire (articles 51 et 52 du Code pénal). De plus, et à la différence du droit pénal ordinaire, il s'abstient de limiter le commencement d'exécution punissable en

.../...

tant que tel, au seul cas du commencement d'exécution qui n'a été suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. En vertu de l'article 1er, alinéa 2, tout commencement d'exécution quel qu'il soit sera punissable des peines prévues pour le délit consommé, même si un auteur, revenant à de meilleurs sentiments, interrompt spontanément l'exécution commencée du délit.

Punir le commencement d'exécution d'une infraction implique que l'infraction envisagée ait un caractère volontaire.

Comme le rappelle l'auteur de la rubrique "Infractions en général" du Répertoire pratique du Droit belge, "On ne peut tenter que ce que l'on veut" (Rép. pratique du Droit belge, t. VII, Infractions en général, n° 318).

Or, il ne ressort pas de la définition de l'infraction de cruauté ou de mauvais traitements envers les animaux qu'énonce l'article 1er, alinéa 1er, que le caractère volontaire de l'infraction soit un élément essentiel de celle-ci.

Cela ressort sans doute de l'exposé des motifs, qui le dit formellement au commentaire de l'article 1er, et on devrait le déduire du caractère punissable conféré par l'alinéa 2 de l'article 1er à tout commencement d'exécution de l'infraction. On semble aussi pouvoir le déduire de la majeure partie des faits énumérés à l'article 2, que le projet répute à titre exemplatif actes de cruauté ou mauvais traitements, mais un doute subsiste que la mention du transport et de l'abatage des animaux autorise. Doit-on dans ces matières également

.../...

considérer que les conséquences des défauts de prévoyance ou de précaution ne sont pas punissables. Ce point devrait être clairement précisé.

En tout cas si, comme cela semble, l'infraction prévue à l'article 1er du projet est une infraction volontaire, c'est avant tout de la définition qui en est donnée à l'article 1er, alinéa 1er, que cela devrait ressortir. Celle-ci devrait être complétée.

Quant à la matière du transport et de l'abatage des animaux, elle devrait être réglée dans une disposition distincte, si l'infraction consiste aussi bien dans la cruauté et les mauvais traitements volontaires que dans le fait qui résulte d'un défaut de prévoyance ou de précaution.

On remarque, enfin, que les peines prévues à l'article 1er sont plus sévères que celles prévues par l'article 398, alinéa 1er, du Code pénal pour le délit de coups et blessures n'ayant causé ni incapacité de travail personnel, ni maladie.

L'amende de l'article 398, alinéa 1er, du Code pénal est de 26 francs à 100 francs, alors que l'amende de l'article 1er du projet peut aller de 26 francs à 5.000 francs, compte n'étant pas tenu des décimes additionnels imposés par la loi du 5 mars 1952.

.../...

Article 2.

Cet article énumère un certain nombre de cas d'application de l'article 1er, cas qui, selon l'exposé des motifs, pourraient faire naître des doutes dans la pratique.

Aux termes mêmes de l'exposé des motifs, ces cas sont cités "à titre purement exemplatif".

Il s'ensuivra que la loi réputera elle-même certains actes, actes de cruauté ou mauvais traitements; pour les autres actes non qualifiés, le projet laisse au juge le soin d'apprécier s'ils constituent des actes punissables au sens de l'article 1er.

Parmi les actes de cruauté ou de mauvais traitements que le projet qualifie lui-même, il en est plusieurs qui figurent déjà dans la loi actuelle.

.../...

Article 3.

L'article 3 concerne uniquement les tirs aux pigeons.

A propos de cet article, l'exposé des motifs déclare notamment : "Le premier alinéa reprend les textes de la proposition de loi, votée par la Chambre des Représentants, le 28 juin 1956, à une grande majorité" (voir doc.Sénat 1955-1956, n° 348).

Les peines prévues à l'alinéa ler étant les mêmes que celles prévues à l'article ler pour les actes de cruauté ou les mauvais traitements en général, on ne voit pas pourquoi ce délit ne serait pas ajouté à la liste que donne l'article 2.

La seule raison qui pourrait justifier une disposition distincte pour cette infraction serait le désir de la soustraire à l'application de l'article ler, alinéa 2, suivant lequel le délit existe dès qu'il y a commencement d'exécution. En matière de tir aux pigeons, en effet, l'infraction sera toujours volontaire.

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, l'article 3 devrait être supprimé : le tir aux pigeons serait compris dans l'énumération de l'article 2. Quant au contenu des alinéas 2 et 3 de l'article, qui traitent des saisies, des confiscations et des peines accessoires, il devrait être reporté à l'article 5 dans lequel ces matières sont réglées pour l'ensemble des infractions prévues aux articles ler, 2 et 4.

Dans cette hypothèse, il est proposé de compléter l'article 2 par un 6° rédigé comme suit :

" 6° le fait d'organiser des tirs aux pigeons, d'y participer, de donner en location ou de mettre à la disposition le terrain destiné à ces tirs".

.../...

Article 4.

Cet article vise deux délits :

1° un délit d'omission : le fait de s'abstenir de donner les soins nécessaires à un animal "qui vous appartient ou dont on a la garde". Le fait d'abandonner délibérément, en vue de s'en débarrasser, un animal dont on a la garde, constitue un délit prévu par une autre disposition, savoir l'article 2, 5°, délit qui peut entraîner une peine plus élevée.
L'article 2, 5°, ne distingue pas entre le propriétaire de l'animal et celui qui en la garde. Il serait préférable, dans un but de concordance, de renoncer à cette distinction à l'article 4. Il suffit, en effet, de viser la personne qui a la garde de l'animal;

2° le fait de détenir un oiseau aveuglé. Ce délit est déjà prévu, avec les mêmes peines, à l' article 1er de la loi du 22 mars 1929.

Article 5.

Cet article regle d'abord la saisie des animaux victimes d'un des actes de cruauté prévus aux articles 1er, 2 et 4, par les autorités chargées de rechercher les délits.

La confiscation, par le tribunal, des animaux et des autres objets ayant servi à accomplir le délit, est réglée par le second alinéa de l'article.

\+
\+ \+

Ainsi qu'il a été dit à propos de l'article 3, il serait préférable de fusionner les alinéas 2 et 3 de l'article 3 avec l'article 5. La nouvelle disposition formerait l'article 4; elle mettrait sur le même pied les combats d'animaux et le tir aux pigeons. D'après le projet, l'autorisation du procureur du Roi est requise pour saisir des animaux mêlés à un combat, tandis que pour le tir aux pigeons le projet ne requiert pas pareille autorisation.

.../...

Il semble logique que dans les deux cas s'applique un régime identique pour la saisie des animaux victimes de tels actes de cruauté.

Compte tenu des remarques qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article 4. § 1er. Dans les cas visés aux articles 1er, 2 et 3, l'animal peut, moyennant l'autorisation du procureur du Roi, être saisi par le verbalisant avant tout jugement et mis en fourrière aux frais du contrevenant. Ces frais sont compris dans les frais de justice.

La confiscation de l'animal peut être ordonnée s'il appartient au condamné.

§ 2. Lorsqu'il s'agit de combats d'animaux ou de tirs aux pigeons, les animaux sont immédiatement saisis par l'agent verbalisant. Les animaux saisis sont mis en fourrière, comme il est prévu au § 1er. Toutefois, les pigeons peuvent être mis en liberté ou remis à l'établissement hospitalier le plus proche.

La confiscation des animaux, des enjeux, du produit des entrées et des objets ou installations, des armes trouvées en main des tireurs ou dans les lieux affectés aux tirs est toujours prononcée, quel qu'en soit le propriétaire.

§ 3. Lorsqu'une personne est condamnée pour le délit prévu à l'article 2, 6°, le permis de chasse lui est refusé pendant cinq ans. A cette fin, le greffier de la juridiction qui a prononcé la condamnation transmet au commissaire d'arrondissement compétent un extrait de la décision judiciaire passée en force de chose jugée".

.../...

Article 6.

Cet article traite de la vivisection.

La loi du 22 mars 1929 consacre également une disposition à ce problème, à savoir l'article 7 qui est rédigé comme suit :

"Article 7. Les expériences de vivisection, poursuivies dans un but de recherche ou de démonstration de faits acquis, ne pourront avoir lieu que dans des laboratoires universitaires ou y assimilés, sous le contrôle du directeur responsable et, sauf en cas de nécessité, sur des animaux anesthésiés.

La désignation de ces laboratoires assimilés se fera par arrêté royal". (1)

Le projet reproduit en grande partie cette disposition.

Toutefois, la loi de 1929 permet de faire des expériences de vivisection sur des animaux qui ne sont pas anesthésiés lorsque cela est nécessaire pour le progrès de la science.

Le projet ne permet aucune exception à la règle de l'anesthésie.

Article 8.

Cet article, qui abroge la loi du 22 mars 1929 actuellement en vigueur, devrait trouver sa place à la fin du projet.

.../...

(1) Arrêté royal du 1er octobre 1930 (Mon. 4 octobre 1930) et arrêté royal du 22 juillet 1953 (Mon. 1er août 1953).

Article 9.

Cet article, qui permet au Roi de prendre des arrêtés "appliquant les dispositions de la présente loi" et de réglementer certaines matières, et qui prévoit des peines en cas d'infraction à ces arrêtés, appelle plusieurs observations.

Il y a lieu d'abord de remarquer qu'en matière pénale les lois se suffisent généralement à elles-mêmes. Le législateur a habituellement épuisé la matière et le pouvoir conféré au Roi par l'article 67 de la Constitution ne peut s'exercer faute d'objet.

C'est pourquoi on ne distingue pas clairement la portée des mots "appliquant les dispositions de la présente loi". De même on ne voit pas très bien dans quelle mesure le Roi pourrait encore, en vue de l'application de la loi en projet, réglementer le transport des animaux alors que l'article 2, 2°, énonce avec précision les divers cas d'infraction en cette matière. C'est aux tribunaux qu'il appartiendra d'apprécier en fait si les éléments de l'infraction sont réunis.

L'article peut évidemment prévoir une réglementation complémentaire.

Mais l'objet de cette réglementation devrait être nettement précisé. Il semble que les pouvoirs conférés au Roi devraient se limiter aux arrêtés sur la traction canine prévus à l'alinéa 1er de l'article 9 et aux arrêtés sur l'abatage des animaux en vue d'assurer l'exécution de l'article 2, 4°, de cette loi.

Il ne devrait, de plus, être prévu de peines pour les infractions qui seraient commises à ces arrêtés que là où d'autres dispositions de la loi en projet n'en prévoieraient déjà pas. On note à cet égard que l'abatage d'animaux, pratiqué dans des con-

.../...

ditions non conformes aux arrêtés sur la matière, est puni par les articles ler et 2 du projet.

L'article 9 devrait donc être revu.

Article 10.

L'article 10 serait mieux rédigé comme suit :

" Sont applicables aux infractions prévues par la présente loi :

1° le livre ler du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85;

2° l'article 180 du Code d'instruction criminelle quelle que soit la peine dont elles sont punissables".

Het ontwerp heeft tot doel de dierenbescherming opnieuw te regelen.

De wet van 22 maart 1929 die thans deze stof regelt, wordt opgeheven en vervangen. De werkingssfeer van die wet wordt verruimd en de strafmaat voor misdrijven verhoogd. Bovendien wordt het wanbedrijf geacht te bestaan zodra er begin van uitvoering is.

De termijn waarover de Raad van State heeft beschikt, is te kort geweest voor een grondig onderzoek ; daarom moet de Raad zich bepalen tot de opmerkingen die naar aanleiding van afzonderlijke artikelen worden geformuleerd of die uit de voorgestelde teksten blijken.

Artikel 1.

Dit artikel stelt correctionele straffen op "daden van wreedheid of mishandelingen die tot gevolg hebben het (dier) nodeloos te doen omkomen of het nodeloos een verminking of een letsel of pijn te berokkenen".

Volgens de wet van 22 maart 1929, zijn de ten aanzien van een dier verrichte handelingen strafbaar in de volgende twee gevallen :

.../...

1° in geval van wreedheid ;

2° in geval van buitensporige mishandeling. (1) (2)

Het ontwerp houdt zich bij deze beide maatstaven. Alleen hoeven mishandelingen niet meer "buitensporig" te zijn om te kunnen worden gestraft. Opdat er misdrijf zal zijn, moet de daad echter wel "nodeloos" worden verricht ; alleen in dat geval wordt zij gestraft.

Of een daad al dan niet nodeloos is, wordt beoordeeld hetzij in hoofde van de mens (wettige zelfverdediging), hetzij in hoofde van het dier, hetzij nog in hoofde van beiden. De memorie van toelichting vermeldt enige bewerkingen, die

.../...

---

(1) Artikel 1, 1°, van de wet van 22 maart 1929 bepaalt : "met gevangenisstraf van ... wordt gestraft : 1° hij die zich schuldig maakt aan daden van wreedheid of aan buitensporige mishandelingen jegens een dier". Uit deze Nederlandse tekst blijkt duidelijk, dat "buitensporige" niet slaat op de "daden van wreedheid" zoals uit de memorie van toelichting van het ontwerp zou kunnen worden afgeleid.

(2) Het ontwerp brengt de hoogste straf die kan worden uitgesproken van één maand op zes maanden, en van 1.000 op 5.000 frank. De laagste straf blijft, zoals in de wet van 1929, vastgesteld op acht dagen en geldboete van 26 frank.

nuttigheids- of veiligheidshalve vaak worden toegepast, bijvoorbeeld castratie, wegnemen van de sporen, inkorten van de oren, afzagen van de hoornen, afsnijden van de staart.

Het element nuttigheid is trouwens niets nieuws in deze materie. Nu reeds wordt die factor in aanmerking genomen bij de toepassing van de wet van 1929 (Constant, Manuel Droit pénal, D.II, nr 1294).

Luidens het tweede lid van artikel 1 "bestaat" het wanbedrijf van wreedheid of mishandelingen "zodra er begin van uitvoering is".

Daarmede wordt ongetwijfeld bedoeld, dat het begin van uitvoering van het wanbedrijf wordt gestraft zoals het voltooide wanbedrijf.

Deze regeling, ofschoon er precedenten [illegible] voor zijn, is strenger dan die welke in het gemeen recht geldt wanneer poging tot wanbedrijf ook als misdrijf wordt aangemerkt.

Het ontwerp stelt niet alleen gelijke straffen op het wanbedrijf en op de poging daartoe, maar bovendien ziet het er van af, althans uitdrukkelijk, te eisen dat de dader bij een begin van uitvoering van een in artikel 1, eerste lid, omschreven misdrijf het opzet heeft het te plegen, hetgeen toch een wezenlijk bestanddeel van de in het gewoon strafrecht strafbare poging is (artikelen 51 en 52 van het Strafwetboek). Voorts wijkt het ontwerp hierin van het gewoon strafrecht af, dat het nalaat het begin van uitvoering slechts dan als zodanig strafbaar te stellen, wanneer het alleen maar wegens omstandigheden onafhankelijk van de wil van de dader is opgeschort of

.../...

zijn doel heeft gemist. Krachtens artikel 1, tweede lid, zal om het even welk begin van uitvoering vallen onder de straffen die op het voltooid misdrijf zijn gesteld, ook al heeft de dader, tot betere gevoelens gekomen, de begonnen uitvoering van het wanbedrijf spontaan onderbroken.

Het begin van uitvoering van een misdrijf strafbaar stellen impliceert dat dit misdrijf een vrijwillig karakter vertoont.

Zoals de schrijver van het trefwoord "Infractions en général" in de "Répertoire pratique du Droit belge" opmerkt, kan er alleen poging zijn als de wil er is (Rép.pratique du Droit belge, t.VII, Infractions en général, nr 318).

Uit de begripsomschrijving welke artikel 1, eerste lid, van het misdrijf van wreedheid en mishandeling geeft, blijkt niet dat het essentieel is voor het misdrijf, dat het vrijwillig wordt gepleegd.

Dit blijkt ongetwijfeld uit de memorie van toelichting, die het uitdrukkelijk zegt in verband met artikel 1, terwijl het ook kan worden afgeleid uit het feit, dat het tweede lid van artikel 1 ieder begin van uitvoering van het misdrijf strafbaar stelt. Het schijnt ook nog te kunnen worden afgeleid uit de meeste feiten die in artikel 2 zijn opgesomd en die het ontwerp als voorbeelden van wreedheid of mishandeling aanhaalt. Twijfel blijft nochtans gewettigd, met name doordat in artikel 2 ook het vervoeren en het afmaken van dieren wordt vermeld. Moeten terzake ook de gevolgen van het gebrek aan vooruitzicht of voorzorg als niet strafbaar worden aangemerkt ? Het ontwerp zou hierover opheldering moeten geven.

.../...

Hoe het zij, als het in artikel 1 bedoelde misdrijf een vrijwillig misdrijf is, en dit schijnt wel het geval te zijn, dan moet zulks in de eerste plaats blijken uit de in artikel 1, eerste lid, gegeven begripsomschrijving. Deze zou dus moeten worden aangevuld.

Ten aanzien van het vervoeren en het afmaken van dieren zou een afzonderlijke voorziening moeten worden getroffen, indien, behalve vrijwillige wreedheid en mishandeling, ook het gebrek aan vooruitzicht of voorzorg als misdrijf wordt aangemerkt.

Ten slotte valt op te merken, dat de in artikel 1 gestelde straffen strenger zijn dan die welke artikel 398, eerste lid, van het Strafwetboek stelt op slagen en verwondingen die geen ziekte of onbekwaamheid tot persoonlijke arbeid veroorzaakt hebben.

De geldboete volgens 398, eerste lid, van het Strafwetboek, bedraagt 26 frank tot 100 frank, terwijl de geldboete volgens artikel 1 van het ontwerp kan gaan van 26 frank tot 5.000 frank, de door de wet van 5 maart 1952 opgelegde opdeciemen niet inbegrepen.

Artikel 2.

Dit artikel noemt een aantal gevallen van toepassing van artikel 1, waarover volgens de memorie van toelichting in de praktijk twijfel mogelijk is.

De memorie zegt zelf, dat die gevallen "louter bij wijze van voorbeeld opgesomd" zijn.

.../...

Het gevolg zal zijn, dat de wet zelf sommige handelingen als daden van wreedheid of als mishandelingen zal aanmerken ; voor de overige niet als zodanig genoemde handelingen laat het ontwerp het aan de rechter over, te oordelen of zij strafbare feiten in de zin van artikel 1 zijn.

Een aantal van de in het ontwerp zelf strafbaar gestelde daden van wreedheid of mishandelingen worden reeds door de bestaande wetgeving gestraft.

De Nederlandse tekst van artikel 2 ware beter gesteld als volgt :

"Artikel 2.-

Daden van wreedheid of mishandelingen zijn onder meer :

1° een dier een pijnlijke of kennelijk te zware arbeid laten doen ;

2° een dier vervoeren of doen vervoeren in een voertuig, ... die kennelijk te eng zijn ... ;

3° een dier afmaken ... zonder de bepalingen van wet of verordening ter zake in acht te nemen".

.../...

Artikel 3.

Artikel 3 betreft enkel het duivenschieten.

In verband met dit artikel verklaart de memorie van toelichting onder meer : "In het eerste lid wordt de tekst overgenomen van het wetsvoorstel, dat op 28 juni 1956 met een grote meerderheid in de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd goedgekeurd" (zie Doc. Senaat 1955-1956, nr 348).

Daar de straffen die het eerste lid stelt dezelfde zijn als die welke artikel 1 stelt op daden van wreedheid en mishandelingen in het algemeen, is het niet duidelijk waarom dit wanbedrijf niet zou worden genoemd in de lijst van artikel 2.

De enige reden die voor dit misdrijf een afzonderlijke bepaling zou wettigen, zou zijn dat men het wil onttrekken aan de toepassing van artikel 1, tweede lid, volgens hetwelk het wanbedrijf bestaat zodra er begin van uitvoering is. Bij duivenschieten zal het misdrijf immers altijd vrijwillig zijn.

Bedoelt de Regering het niet zo, dan moet artikel 3 vervallen : het duivenschieten wordt dan opgenomen in de opsomming van artikel 2, terwijl de tekst van de tekst van het tweede en het derde lid van het artikel, die handelen over beslag, verbeurdverklaring en bijkomende straffen, overgebracht zou worden naar artikel 5, waar deze materie voor alle in de artikelen 1, 2 en 4 omschreven misdrijven word geregeld.

.../...

Voor dit geval wordt voorgesteld, artikel 2 aan te vullen met een 6° als volgt :

"6° duivenschietingen inrichten, er aan deelnemen, het terrein voor zodanige schietingen verhuren of ter beschikking stellen".

Artikel 4.

Dit artikel neemt twee wanbedrijven onder ogen :

1° een wanbedrijf uit verzuim : het onthouden van de nodige verzorging aan een dier "dat u toebehoort of dat onder uw opzicht staat". Een dier dat men onder zijn hoede heeft opzettelijk aan zijn lot overlaten om zich er van te ontdoen, is een misdrijf dat in een andere bepaling, met name in artikel 2, 5°, aan de orde komt en dat met een zwaardere straf kan worden gestraft.
Artikel 2, 5°, maakt geen onderscheid tussen de eigenaar van het dier en degene die het dier onder zijn hoede heeft. Om reden van overeenstemming, ware het verkieslijk in artikel 4 dit onderscheid te laten wegvallen. Het is immers voldoende, alleen de persoon die de hoede heeft te vermelden;

2° het in bezit hebben van een blindgemaakte vogel. Reeds artikel 1 van de wet van 22 maart 1929 kent dit wanbedrijf en stelt dezelfde straffen.

.../...

Artikel 5.

Dit artikel regelt allereerst de inbeslagneming, door de met het opsporen van misdrijven belaste overheden, van dieren die aan een der in de artikelen 1, 2 en 4 bedoelde daden van wreedheid worden blootgesteld.

Het tweede lid van het artikel treft voorzieningen met het oog op de verbeurdverklaring, door de rechtbank, van de dieren en van de overige voorwerpen die tot het plegen van het wanbedrijf hebben gediend.

\+

\+ \+

Zoals met betrekking tot artikel 3 is gezegd, ware het verkieslijk het tweede en het derde lid van artikel 3 met artikel 5 te verwerken. De nieuwe bepaling zou artikel 4 vormen; zij zou dierengevechten en duivenschietingen op gelijke voet stellen.

Volgens het ontwerp is een machtiging vanwege de procureur des Konings noodzakelijk om dieren die voor gevechten worden gebruikt in beslag te kunnen nemen, terwijl zodanige machtiging niet wordt vereist voor duivenschietingen. Het zou in de rede liggen de inbeslagneming van dieren die aan bedoelde daden van wreedheid worden blootgesteld, in beide gevallen aan eenzelfde regeling te onderwerpen.

.../...

Onder inachtneming van bovenstaande bedenkingen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 4. § 1. In de gevallen bedoeld in de artikelen 1, 2 en 3, kan het dier, met machtiging van de procureur des Konings, door de bekeurder vóór enig vonnis in beslag worden genomen en op kosten van de overtreder in een schuthok worden gestald. Die kosten maken deel uit van de gerechtskosten.

Wanneer het dier eigendom is van de veroordeelde kan het worden verbeurdverklaard.

§ 2. In geval van dierengevechten of van duivenschietingen worden de dieren terstond door de bekeurder in beslag genomen. In beslag genomen dieren worden in een schuthok gestald zoals in § 1 is bepaald. Duiven kunnen evenwel losgelaten of aan de dichtstbijgelegen verplegingsinrichting bezorgd worden.

De dieren, de inzetten, het intreegeld, de voorwerpen of installaties, de wapens die in handen van de schutters of in de voor de schieting dienende plaatsen worden gevonden, worden altijd verbeurdverklaard, wie ook de eigenaar ervan is.

§ 3. Is iemand wegens het in artikel 2, 6°, bedoelde misdrijf veroordeeld, dan wordt hem voor de duur van vijf jaar jachtverlof ontzegd. Daartoe zendt de griffier van het gerecht dat de veroordeling heeft uitgesproken, aan de arrondissementscommissaris een uittreksel uit de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing".

.../...

Artikel 6.

Dit artikel handelt over vivisectie.

De wet van 22 maart 1929 wijdt eveneens een bepaling aan dit probleem, namelijk artikel 7 dat luidt als volgt :

"Artikel 7.- Proeven van vivisectie, als wetenschappelijke navorsingen of tot betoging van reeds bewezen feiten, mogen enkel genomen worden in universitaire of daarmee gelijkgestelde laboratoria, onder toezicht van de verantwoordelijke bestuurder, en, behalve in geval van noodzakelijkheid, met gevoelloos gemaakte dieren.

Voormelde gelijkgestelde laboratoria worden bij koninklijk besluit bepaald". (1)

Het ontwerp neemt deze bepaling voor het grootste deel over.

De wet van 1929 staat echter toe vivisectie proeven te verrichten op niet gevoelloos gemaakte dieren wanneer zulks voor de vooruitgang van de wetenschap nodig is. Het ontwerp staat op de regel van de verdoving geen uitzondering toe.

Artikel 7.

De Nederlandse tekst van artikel 7, § 1, zou beter luiden als volgt :

"Onverminderd de ambtsplichten van de officieren van gerechtelijke politie, zijn bevoegd om overtreding van deze wet ...".

.../...

(1) Koninklijk besluit van 1 oktober 1930 (Staatsbl. 4 oktober 1930 en koninklijk besluit van 22 juli 1953 (Staatsbl. 1 augustus 1953).

Artikel 8.

Dit artikel, waarbij de thans geldende wet van 22 maart 1929 wordt opgeheven, zou achteraan in het ontwerp dienen te komen.

Artikel 9.

Dit artikel, dat de Koning machtigt tot het nemen van besluiten "om de bepalingen van onderhavige wet toe te passen" en tot het regelen van bepaalde aangelegenheden, en dat straffen stelt op overtreding van die besluiten, geeft aanleiding tot verschillende opmerkingen.

In de eerste plaats moge erop worden gewezen dat de wetten, op strafrechtelijk gebied, over het algemeen aan zichzelf genoeg hebben. De Wetgever is doorgaans tot het einde van de materie gegaan, zodat de bij artikel 67 van de Grondwet aan de Koning opgedragen bevoegdheid niet meer kan worden uitgeoefend bij gebrek aan onderwerp.

Het is dan ook niet helemaal duidelijk, wat wordt bedoeld met de woorden "om de bepalingen van onderhavige wet toe te passen". Evenmin duidelijk is, in welke mate de Koning het vervoer van dieren nog zou kunnen regelen met het oog op de toepassing van de ontworpen wet, terwijl toch in artikel 2, 2°, zeer nauwkeurig de verschillende misdrijven op dit gebied worden aangegeven. Het zal in feite zaak van de rechtbanken zijn, te oordelen of de gegevens van het misdrijf voorhanden zijn.

.../...

Het artikel kan vanzelfsprekend een aanvullende regeling in het vooruitzicht stellen, maar het voorwerp er van moet dan nauwkeurig worden omschreven.

De aan de Koning opgedragen bevoegdheden zouden beperkt moeten blijven tot besluiten over het gebruik van honden als trekdier, als bedoeld in het eerste lid van artikel 9, en over het slachten van dieren, met het oog op de uitvoering van artikel 2, 4°, van deze wet.

Bovendien zouden straffen aan deze verordeningen alleen dan mogen worden verbonden voorzover andere bepalingen van de ontworpen wet deze niet reeds hebben bepaald.

Zo is slachting van dieren in omstandigheden die niet in overeenstemming zijn met de desbetreffende besluiten door artikelen 1 en 2 van het ontwerp strafbaar gesteld.

Artikel 9 zou dus moeten herzien worden.

Artikel 10.

Artikel 10 zou beter gelezen worden als volgt :

"Op de misdrijven omschreven in deze wet vinden toepassing :

1° boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd ;

2° artikel 180 van het Wetboek van strafvordering, onverschillig welke straf op het misdrijf gesteld is".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	L. MOUREAU, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
Madame : Mevrouw :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.